

BULLETIN FÉDÉRAL

Fédération

SANTÉ
ACTION SOCIALE



Infos actualités fédérales
sur site Internet : www.sante.cgt.fr
E-mail : com@sante.cgt.fr

2017/01
Jeudi 26 janvier 2017
NUMÉRO

CLINIQUE DE L'ORMEAU : Un exemple pour nous tous !

Les salariées de la clinique de l'Ormeau ont mené une lutte exemplaire, elles ont porté leurs valeurs durant 64 jours, elles n'ont jamais faibli, elles sont allées au bout de leurs convictions avec courage et détermination, elles se sont dressées devant ce groupe financier dépourvu de valeurs humaines et l'ont combattu jusqu'à la victoire, en laissant ce message fort aux dirigeants des groupes financiers : **"La dignité des salarié.e.s n'est pas négociable !"**

Au-delà même de la victoire sur leurs propres revendications salariales et sur les conditions de travail, elles ont rendu l'impossible possible, elles nous ont rendu l'espoir, elles nous ont démontré que par la fraternité, la solidarité, nous pouvions gagner devant ces financiers que certains croient invincibles.

Au terme de leur lutte, les directions de Médipôle Partenaires et du groupe Elsan ont cédé sur les salaires en acceptant la mise en place d'une prime pérenne de 700 euros par salarié.e sans clause de prorata temporis et sans clause de présentéisme et d'absentéisme, une augmentation des salaires de 2,63% par salarié.e avec une rétroactivité de un an, et surtout elles obtiennent l'intégralité de leur cahier revendicatif sur les conditions de travail.

La CGT peut être fière d'avoir permis à ces salarié.e.s de s'organiser, de redresser la tête, d'avoir dit stop à cette direction et d'avoir mené cette victorieuse lutte de conquêtes sociales. Un exemple à suivre pour nous tous !

SOMMAIRE

- ✓ Témoignages de salarié.e.s en lutte p.2-3
- ✓ Appel à solidarité p.4

L'ESPOIR EST DANS NOS LUTTES



N° 2017/01 - Jeudi 26 janvier 2017

Fédération Santé
Action Sociale

263, rue de Paris - case 538 -
93515 Montreuil CEDEX

Directrice de Publication :
Amélie VASSIVIÈRE

Imprimé par nos soins

Périodicité : Hebdomadaire

N° commission paritaire : 0717 5 06 134

Courrier adressé aux médias par Karine, infirmière, diplômée depuis 24 ans, maman de 3 enfants de 6, 12 et 14 ans.

48 jours que nous luttons, 48 jours que nous résistons et que nous sommes ignoré.e.s. Notre lutte est digne, elle a commencé le 8 novembre lors de la journée nationale d'action pour la santé. Nous avons décidé de dire non à la maltraitance que nous subissons dans notre quotidien, et que nous faisons subir à nos patient.e.s par ricochet. Nous sommes des soignant.e.s, des administratifs-ves de la clinique Ormeau Pyrénées à Tarbes en grève, des mamans pour la plupart, qui avons choisi de défendre le métier pour lequel nous avons été formé.e.s, ce métier qui nous éloigne actuellement de plus en plus de l'humain. Nos conditions de travail se sont dégradées depuis le rachat de notre établissement par le groupe Médipole en 2014 et depuis, ce sont nos acquis, nos postes qui disparaissent petit à petit, notre charge de travail qui augmente et nos outils qui ne sont plus adaptés. Médipole, fond de pension anglo-saxon qui s'engraisse sur le dos des patients, des salarié.e.s et de la Sécurité Sociale française, est en phase de fiançailles avec le groupe Elsan pour devenir le premier groupe français de cliniques privées.

Ce groupe parle uniquement rentabilité et chiffres, tandis que nous parlons de prise en charge des soins humaine et décente, des mots aux antipodes des leurs. Médipole a obtenu des aides de l'État par la BPI, mais également des sommes qui nous semblent colossales grâce au bon fonctionnement de cette clinique détenant le monopole pour certaines spécialités.

Tout cet argent devient de la trésorerie pour le groupe, alors que dans notre quotidien, on nous parle de restrictions budgétaires... Mais cela, tout le monde s'en fiche, sauf peut-être les Tarbais, conscients que ce combat est aussi le leur, des élus du département, la préfecture et le conseil départemental de l'Ordre des médecins, qui dénoncent la catastrophe sanitaire du département depuis que notre mouvement a commencé du fait de nombreuses interventions annulées.

Nous le déplorons, mais avons-nous le choix ? Nous sommes face à un cynisme incroyable d'un mastodonte financier qui se fiche du département, qui se fiche des patient.e.s, dont des dirigeants repartent à Paris lors de la pause méridienne en pleine négociation, proposent 15 euros bruts/mois d'augmentation ... et qui parient sur l'affaiblissement du mouvement.

Ils ne veulent pas penser que nous nous battons aussi pour notre dignité, avec responsabilité malgré les fausses informations que la direction propage régulièrement sur notre compte à la presse (soins anti-cancéreux non assurés entre autres), que si 140 hommes et femmes bravent le froid en période de Noël et ont fait le choix en tant que parents de ne pas avoir de salaire aux moments des fêtes, c'est aussi pour garder la tête haute dans cette lutte légitime !

Nous sommes face à un gouvernement qui devait se battre contre la finance (propos de notre Président de la République) mais qui ne fait rien. Notre ministre de la santé est INEXISTANTE et se cache derrière un conflit qui, selon elle, relève du ministère du travail. Nous avons appris dernièrement que le cabinet du Premier ministre est en relation régulière avec Médipole qui lui assure que le mouvement s'essouffle (en filigrane c'est « Ne faites rien, elles, ils vont s'épuiser... »). En ce qui nous concerne, c'est très difficile car nos députés écrivent, alertent, ré-écrivent et ré-alertent sans que l'on entrevoie le bout du tunnel.

Ce mail, c'est aussi pour vous interpeller, vous les médias, pour vous dire que non, la Bigorre ce n'est pas Paris, nous ne sommes pas les Uber, mais notre combat est juste !

Nous avons besoin de vous et d'un relais national afin que les décideurs nationaux prennent toute la mesure de l'urgence de la situation.

Faut-il mettre le feu à des voitures, nous suicider comme 5 de nos consœurs l'ont fait cet été pour qu'enfin notre lutte soit médiatisée au niveau national ?

Voulons-nous ce système de santé pour aujourd'hui et demain, qui maltraite les patient.e.s et les soignant.e.s, et qui continuera de la sorte tant que l'on ne l'arrêtera pas ? En ce qui me concerne, je ne le souhaite pas pour mes enfants.

Témoignages de salarié.e.s grévistes

Mère de trois enfants en bas âge (6, 4 et 2 ans). Infirmière, gréviste depuis le 1^{er} jour, mariée à un producteur de canards dans une zone concernée par les restrictions dues à la grippe aviaire, donc avec un avenir incertain quant à leurs revenus. Habitant à 35 kms de la clinique, venue pratiquement tous les jours. Doit tout de même assumer les crédits (maison, voiture) et autres factures.

"Au bout de 2 mois de grève, seule façon d'être entendue sur les conditions de travail et les divers malaises au sein de la clinique, je tiens bon, même si financièrement et émotionnellement c'est dur, car je crois en nous. J'avais encore l'espoir qu'une once d'humanité pouvait exister, mais les seules personnes humaines dans ce conflit, ce sont les salarié.es."

"En grève depuis le 8 novembre, j'avais déjà demandé un délai supplémentaire au Trésor public pour le paiement de ma taxe d'habitation. Après deux mois de grève, je suis dans l'incapacité de respecter le délai négocié. Au fil du temps, les factures s'accumulent et mon salaire baisse. Il va me falloir plusieurs mois pour que je rééquilibre mon budget et reprendre une vie « normale ». Le prix à payer pour des conditions de travail et une rémunération décentes."

"Nous sommes un couple, tous les deux aides-soignants et grévistes à la clinique. Parents de trois enfants, nous rencontrons à ce jour des difficultés financières. Nous ne pouvons subvenir correctement aux besoins de la famille, payer les factures, le crédit maison..."

"Aide-soignante, seule avec trois enfants, ne pouvant pas faire face aux difficultés financières."

"ASH, vivant seule, je n'ai perçu que 250€ de salaire..."

"ASH, gréviste, mon salaire de décembre a été de 160 €. J'ai dû avoir recours à un prêt à la consommation pour « survivre »."

"ASH, gréviste avec un salaire de 230€, mes comptes ont été clôturés et les prélèvements suspendus."

"Infirmière à mi-temps, j'ai perçu un salaire de 4€56. J'ai sollicité un délai de paiement auprès de la mairie pour les factures de cantine, la banque a prélevé de l'argent sur les comptes de mes enfants, et j'ai dû demander de l'aide à ma famille pour assurer les besoins quotidiens."

"ASH gréviste, mon salaire de décembre s'élève à 255 €. Avec 4 enfants et les économies qui s'épuisent, j'ai dû avoir recours aux colis du Secours populaire."

"Aide-soignante à temps partiel, j'ai perçu un salaire de 80 €. Avec 3 enfants et pas d'économies, nous sommes nourris grâce au Secours populaire..."

"Aide-soignante, seule avec un enfant, 291€ de salaire. J'ai eu recours à une assistante sociale pour le paiement d'une facture, sollicité le Secours populaire... Ce sont des conditions de vie dures et compliquées à gérer psychologiquement."

"Infirmière gréviste, j'ai eu les larmes aux yeux lorsque j'ai dû demander une aide financière à ma mère, alors qu'elle perçoit elle-même une petite retraite."





Montreuil, le 22 décembre 2016.

APPEL À SOLIDARITÉ

CLINIQUE DE L'ORMEAU-TARBES

Camarades,

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale en appelle de nouveau à votre solidarité :

Depuis 45 jours maintenant, les salarié-e-s de la Clinique de l'Ormeau à Tarbes, qui relève du Privé Lucratif (groupe Médipôle Partenaires), sont en grève.

Dans le secteur de la Santé, un tel mouvement reste encore exceptionnel.

Les salarié-e-s, accompagné.e.s par le Syndicat CGT, restent mobilisé.e.s face à une direction et des pouvoirs publics sourds à leurs exigences, alors même que les actionnaires se gavent de profits colossaux.

Aujourd'hui, ils ont déjà récolté 100 000 euros, mais cela ne suffit pas quand on sait que les feuilles de paie vont être à 0 euros !

NOUS EN APPELONS DONC À VOTRE SOLIDARITÉ.

MERCI DE LES SOUTENIR DANS LEURS LÉGITIMES REVENDICATIONS, PORTÉES PAR LA CGT.

Merci d'adresser votre chèque de soutien à la Fédération Santé et Action Sociale



Union Fédérale de la Santé Privée - Case 538 - 263, rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX

libellé à l'ordre de : usdcgt65.

Pour toute information complémentaire : ufsp@sante.cgt.fr - Tel : 01 55 82 87 71

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

• Case 538 • 263, rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX • Tél. : 01 55 82 87 49 • Fax : 01 55 82 87 76
e-mail : sg@sante.cgt.fr • Site internet : www.sante.cgt.fr